



20, rue de la Gazelle
43000 Le Puy-en-Velay

ASSOCIATION RESIDENCE SAINT NICOLAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION RESIDENCE SAINT NICOLAS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 2 Quai du Langouyrou - 48300 LANGOGNE

SIREN : 320 825 490

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association ASSOCIATION RESIDENCE SAINT NICOLAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASSOCIATION RESIDENCE SAINT NICOLAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable lié à l'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars Entrepreneurs,

Le Puy en Velay, le 24 juin 2026

Aurélie CHEVALIER

Sénior manager

Raphaëlle FAURE

Associée

Signé par :

 F9C2C41458974DE...

DocuSigned by:

 6CCE7CBEF5064B7...

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement	18 786		18 786	
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	449 777	151 891	297 887	8 893
	Autres immobilisations incorporelles	536	536		
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	336 180	85 333	250 847	251 081
	Constructions	46 129 598	18 205 612	27 923 986	22 175 792
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	2 115 774	1 303 184	812 590	335 010
	Autres immobilisations corporelles	7 213 098	5 241 352	1 971 746	2 224 218
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	1 043 285		1 043 285	7 507 179
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES	21 460		21 460	21 460
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
ACTIF CIRCULANT	Participations	66 298		66 298	66 298
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	1 567		1 567	1 567
	Prêts	49 898		49 898	48 986
	Autres immobilisations financières	132 789		132 789	132 674
	TOTAL (II)	57 579 046	24 987 907	32 591 138	32 773 156
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				6 455
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 555 098	18 428	3 536 670	3 333 062
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 589 416		1 589 416	1 481 138
	Charges constatées d'avance	85 662		85 662	102 945
	Valeurs mobilières de placement	3 337 165		3 337 165	709 303
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	7 030 586		7 030 586	9 177 583
	TOTAL (III)	15 597 927	18 428	15 579 499	14 810 486
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	73 176 972	25 006 335	48 170 637	47 583 642

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an	132 789	132 674
(2) dont créances à plus d'un an		

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	417 924	417 924
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	16 523 421	16 999 468
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 364 182	1 435 728
	Excédent ou déficit de l'exercice	250 737	(657 711)
	Total des fonds propres (situation nette)	15 554 879	15 304 243
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	4 076 282	4 208 947
	Provisions réglementées	1 014 354	778 691
	Total des autres fonds propres	5 090 636	4 987 638
	Total des fonds propres	20 645 515	20 291 881
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	21 460	21 460
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	316 580	353 037
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	338 040	374 497
Provisions	Provisions pour risques	100 858	
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	100 858	
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	21 346 089	21 250 527
	Emprunts et dettes financières divers (2)	103 014	9 645
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 207 208	728 409
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	3 218 509	3 373 998
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	918 682	1 474 585
	Autres dettes	292 722	80 100
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (1)	27 086 224	26 917 264
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		48 170 637	47 583 642
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		7 164 227	7 023 679
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	45	15
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	6 575 590	3 459 657
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales	3 818 379	2 750 844
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	23 861 444	26 527 910
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f.des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		852 835
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	12 989	37 877
	Utilisations des fonds dédiés	36 457	46 460
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	124 724	8
	Autres produits	287 411	182 122
Total des produits d'exploitation		30 898 660	30 254 048
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		1 185
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 066 448	1 081 526
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	6 207 328	6 255 242
	Aides financières	68 371	8
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 710 837	1 801 085
	Salaires	13 327 316	14 358 455
	Cotisations sociales	5 236 894	5 369 160
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 197 537	2 081 147
	Dotation aux provisions	63 365	
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	47 667	40 838
Total des charges d'exploitation		29 925 762	30 988 647
RESULTAT D'EXPLOITATION		972 898	(734 599)

Compte de Résultat 2/2

		Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION			972 898	(734 599)
PRODUITS FINANCIERS	De participation			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés	284 703		78 939
	Reprises sur dépréciations et provisions			
	Différences positives de change			
	Produits des immobilisations financières cédées			
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
Total des produits financiers			284 703	78 939
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées	701 151		728 484
	Différences négatives de change			
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées			
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
Total des charges financières			701 151	728 484
RESULTAT FINANCIER			(416 448)	(649 546)
RESULTAT COURANT avant impôts			556 450	(1 384 145)
	Produits exceptionnels			818 806
	Charges exceptionnelles		273 362	82 622
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(273 362)	736 184
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices			32 351	9 750
TOTAL DES PRODUITS			31 183 364	31 151 793
TOTAL DES CHARGES			30 932 627	31 809 504
EXCEDENT ou DEFICIT			250 737	(657 711)
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			216 759	(556 783)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 48 170 637 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 30 898 660 € et dégageant un excédent de 250 737 €.

L'exercice clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

I – OBJET ET PERIMETRE DE L'ASSOCIATION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, sous la dénomination de « Association Résidence Saint Nicolas » son objet a pour but essentiel la prise en charge de tout adulte en situation de handicap mental, avec ou sans handicap moteur, avec ou sans pathologie psychiatrique (modérée et stabilisée), ne pouvant plus travailler ou n'ayant jamais travaillé.

Son objectif principal est de maintenir le plus longtemps possible l'autonomie qu'il a acquise au cours de sa vie, de l'améliorer quand cela est possible, de l'accompagner et de lui proposer un parcours de vie adapté, dans un climat serein, chaleureux, affectif et dynamique.

Aujourd'hui, l'Association Résidence Saint Nicolas est gestionnaire de :

14 établissements qui sont :

- Foyer Résidence Saint Nicolas Langogne (48)
- Foyer Résidence Saint Nicolas Auroux (48)
- Foyer Résidence Saint Nicolas Pradelles (43)
- Unité Personnes Handicapées Vieillissante d'Ardennes Pradelles (43)
- Foyer Résidence Saint Nicolas Saint Alban S/ Limagnole (48)
- Foyer Résidence Saint Nicolas Mazard Montfaucon (43)
- EHPAD Saint Nicolas Auroux (48)
- Foyer Résidence Saint Nicolas BOISSET (15)
- Foyer Résidence Saint Nicolas ROSIERES (43)
- Résidence autonomie de St ALBAN 48120 Saint Alban S/ Limagnole

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

- Résidence autonomie Foch avenue Foch 4830 Langogne
- Siège autorisé ; 5 rue Felix Viallet 48300 LANGOGNE
- Un Centre de vacances adaptées situé à Saint Alban S/ Limagnole (48).
- Une cuisine et buanderie associative situe impasse du val d'allier 4830 langogne

II – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'année 2025 a été marquée avant tout par la continuité du travail engagé pour retrouver un équilibre financier. Deux leviers principaux ont permis cette amélioration.

D'une part, le travail de la **commission de parcours associatif**, désormais en charge de l'ensemble de la politique d'admission, a contribué à un **retour à un taux d'occupation optimal** dans nos établissements. Au 31 décembre, l'ensemble des places de nos foyers étaient occupées, ce qui a permis de fluidifier les parcours de nos résidents et de réduire les effets d'embolie qui impactaient jusqu'alors l'activité.

D'autre part, un **travail approfondi sur l'adéquation des besoins des résidents avec les effectifs alloués**, associé à une gestion rigoureuse, a permis de dégager **des économies significatives sur le groupe 2**. Cette maîtrise fine des ressources a été un facteur déterminant du redressement financier.

1. Une année marquée par le retour à l'équilibre financier

L'exercice 2025 retrouve l'équilibre grâce à un travail de fond mené sur plusieurs années. Ce résultat positif nécessite toutefois une vigilance particulière, car plusieurs facteurs conjoncturels et structurels continuent de fragiliser notre modèle économique.

1.1. L'impact massif de l'inflation et du SMIC

L'inflation des précédents exercices a fortement pesé sur nos charges, notamment : l'alimentaire, les énergies, l'augmentation mécanique du SMIC.

Près de 80 % de nos salariés ont un coefficient conventionnel inférieur au Salaire Minimum Garanti. Chaque revalorisation du SMIC entraîne donc une hausse automatique des rémunérations, sans financement correspondant de la part des autorités.

Depuis 2022, le SMIC a augmenté d'environ 15 %, alors que les taux d'actualisation de nos budgets évoluent à un rythme très inférieur (en moyenne 1,5 % par an).

1.2. Avenant de juin 2024 : extension du Ségur non financée

L'avenant de juin 2024, agréé en 2024, impose désormais le versement de la prime Ségur à l'ensemble des

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

salariés qui n'en bénéficiaient pas jusqu'alors.

Cette charge nouvelle, immédiate et obligatoire, n'est pas financée par certains de nos financeurs, générant un déséquilibre pérenne sans perspective de rattrapage.

1.3. Allègement progressif de la charge financière (prêts indexés Livret A)

Nos emprunts auprès de la Banque des Territoires sont indexés sur le taux du Livret A.

La baisse de ce taux de 3 % à 1,5 % permet d'envisager à court terme une réduction sensible de la charge financière.

L'impact positif ne sera toutefois pleinement perceptible qu'en 2026.

2. Une année structurante pour nos cadres contractuels : CPOM 48 et résidences autonomie

L'année 2025 marque :

- La poursuite du CPOM 43
- La première année d'exécution du CPOM Lozère couvrant Langogne, Auroux et Saint-Alban,
- La signature en fin d'exercice du CPOM des deux Résidences Autonomie (Saint-Alban et Foch à Langogne).

3. Politique RH : une gestion rigoureuse et une optimisation de l'organisation

L'année 2025 a été marquée par :

- Une maîtrise stricte des remplacements,
- Une refonte des organisations permettant de réduire au maximum la masse salariale,
- Une mise en adéquation du profil des résidents accueillis avec les moyens alloués.

Ce pilotage fin de la ressource humaine, associé à l'amélioration du taux d'activité, a joué un rôle essentiel dans le retour à l'équilibre financier.

4. Construction des projets d'établissement : un travail de fond pour les cinq prochaines années

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Face aux mutations du secteur, 2025 a été consacrée au lancement d'un travail structurant d'écriture des nouveaux projets d'établissement, autour d'une architecture commune en deux blocs :

Bloc associatif : rappel du projet associatif et de ses orientations.

Bloc d'analyse : inventaire partagé au 30 juin 2025 des pratiques professionnelles dans l'ensemble des établissements.

Ce travail a abouti à :

Un projet stratégique à cinq ans, structuré en 15 fiches actions, permettant désormais aux équipes de chaque établissement d'écrire leur vision locale en cohérence avec les blocs communs.

III -REGLES ET METHODE COMPTABLE – Application du règlement ANC 2022-06

Dans le cadre de l'exercice, nous avons appliqué pour la première fois le règlement ANC 2022-06, applicable aux entités du secteur médico-social et modifiant les règles de présentation et de classement de certains comptes.

Cette évolution impacte directement la lecture des comptes 2023-2024, notamment la structure du résultat d'exploitation et du résultat exceptionnel, en raison de la reclassification d'un certain nombre de comptes des classes 67 et 77 vers les comptes d'exploitation (65 et 75).

1. Reclassifications liées à l'application du règlement ANC 2022-06

Conformément au nouveau cadre, plusieurs produits précédemment enregistrés en exceptionnel doivent désormais être comptabilisés en produits d'exploitation, notamment les quote-parts de subvention et les produits exceptionnels en lien avec l'activité.

Ces reclassements permettent d'améliorer la comparabilité des exercices et d'offrir une représentation plus fidèle des ressources récurrentes de l'Association.

2. Changements de méthode appliqués au cours de l'exercice

Les changements suivants ont été mis en œuvre conformément au règlement ANC 2022-06 :

- Subventions d'investissement (quote-part virée au résultat)

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La quote-part initialement comptabilisée en 777 a été transférée au compte 747000, pour un montant de 223 620.48 €.

- Autres produits sur opérations de gestion

Les montants figurant auparavant en 777180 ont été reclassés en 758, pour un montant de 247 411.32 €.

3. Effets sur la présentation des comptes

Ces reclassements n'ont aucun impact sur le résultat net, mais :

Modifient la structure du résultat d'exploitation,

Réduisent le résultat exceptionnel,

Améliorent la lisibilité des produits relevant de l'activité courante,

Permettent une conformité totale aux nouvelles exigences de l'Autorité des Normes Comptables.

3-Autres changements visant à garantir une présentation sincère des comptes

Au cours de l'exercice, nous avons également procédé à plusieurs ajustements comptables afin d'assurer une présentation la plus sincère et fidèle possible des charges et produits de l'Association.

A : Refonte de l'imputation des charges de personnel au siège

Un travail spécifique a été mené concernant les salariés du siège dont l'activité est réalisée au bénéfice direct des établissements.

Jusqu'à présent, une partie de ces interventions était refacturée aux établissements sous forme de prestations de services, générant :

- Un produit au siège (compte 706 / 708 selon les cas),
- Une charge dans les établissements.

Afin de se conformer aux règles de bonne représentation comptable et d'éviter une survalorisation artificielle de l'activité du siège, nous avons procédé à un reclassement au niveau des charges de personnel dans les établissements concernés.

Conséquences de cette correction comptable

Cette correction se traduit :

Au siège

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Suppression des produits de prestations de service, qui ne reflétaient pas une activité réelle,

Baisse mécanique du compte "Salaires et charges sociales", puisque les charges sont désormais imputées directement sur les établissements bénéficiaires.

Dans les établissements

Augmentation des charges de personnel, correspondant à la quote-part réelle des interventions du personnel du siège,

Amélioration de la sincérité du coût complet des activités, en conformité av

Ces modifications :

Renforcent la fiabilité de la présentation des comptes,

Évitent des flux internes artificiels,

Alignent l'Association sur les principes comptables de prééminence de la réalité sur l'apparence,

Améliorent la transparence des coûts par établissement, point particulièrement attendu dans les relations avec les autorités de tarification (ARS / Conseils départementaux).

B. Ventilation des produits de tarification : mise en place en 2025

Dans la continuité de notre démarche visant à renforcer la sincérité et la transparence de la présentation de nos comptes, l'exercice 2025 a également été marqué par la mise en place d'une nouvelle ventilation des produits de tarification.

Conformément aux recommandations des autorités de contrôle et aux bonnes pratiques comptables, les produits issus de la tarification sont désormais distinctement répartis entre :

Le concours public, correspondant aux financements versés par les autorités tarifaires (ARS et Conseils départementaux),

La contribution des résidents, incluant les participations financières individuelles (hébergement, dépendance le cas échéant, forfait journalier...).

Cette évolution permet :

Une meilleure lisibilité du financement réel de chaque activité,

Une identification plus précise de la part publique et de la part payée directement par les usagers, une conformité renforcée avec les exigences des CPOM et des états budgétaires.

Elle s'inscrit pleinement dans la dynamique générale de réorganisation de la présentation comptable

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

VI- DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

VII CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance ne sont composées que des charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur conformément au principe d'indépendance des exercices.

VIII – PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance ne sont composés que des produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur conformément au principe d'indépendance des exercices.

IX – CHARGES A PAYER

Il s'agit des charges de l'exercice en cours dont la facture n'est pas encore parvenue.

X- PRODUITS A RECEVOIR

Il s'agit des produits de l'exercice en cours dont la facture n'est pas encore établie.

Immobilisations

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement			18 786			18 786
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	134 354		315 959			450 313
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	134 354		334 745			469 099
CORPORELLES	Terrains	336 180					336 180
	Constructions sur sol propre	39 258 379		8 699 882		1 841 087	46 117 175
	sur sol d'autrui	12 423					12 423
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 530 833		625 990		41 049	2 115 774
	Instal., agencement, aménagement divers	2 246 678		139 302		119 247	2 266 733
	Matériel de transport	1 498 709		68 423		68 715	1 498 418
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 191 752		86 798		31 126	3 247 424
	Emballages récupérables et divers	220 004		(19 141)		339	200 523
	Immobilisations corporelles en cours	7 507 179		2 673 182		9 137 076	1 043 285
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	55 802 137		12 274 436		11 238 638	56 837 935
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES		21 460					21 460
FINANCIERES	Participations	66 298					66 298
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	1 567					1 567
	Prêts et autres immobilisations financières	181 660		1 630		603	182 687
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	249 525		1 630		603	250 552
TOTAL		56 207 476		12 610 811		11 239 241	57 579 046

Amortissements

Etat exprimé en euros		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			125 462	26 965		152 427
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			125 462	26 965		152 427
CORPORELLES	Terrains			85 099	234		85 333
	Constructions sur sol propre			17 082 587	3 497 436	2 386 834	18 193 189
	sur sol d'autrui			12 423			12 423
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels			1 195 824	137 378	30 018	1 303 184
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			1 643 647	118 336	106 180	1 655 803
	Matériel de transport			882 255	139 903	67 785	954 373
	Matériel de bureau, mobilier			2 219 207	206 441	31 242	2 394 405
	Emballages récupérables et divers			187 817	9 362	2 955	194 224
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			23 308 858	4 109 090	2 625 014	24 792 935
TOTAL				23 434 320	4 136 055	2 625 014	24 945 361

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	49 898		49 898
	Autres immobilisations financières	132 789	132 789	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	4 936	4 936	
	Autres créances clients, usagers	3 550 162	3 550 162	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 806	2 806	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	287	287	
	Impôts sur les bénéfices	108 000	108 000	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	323 578	323 578	
	Divers	179 715	179 715	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	975 029	975 029	
	Charges constatées d'avance	85 662	85 662	
	TOTAL DES CREANCES	5 412 863	5 362 965	49 898
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice		603		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	21 346 089	1 424 093	5 414 020	14 507 976
	Emprunts et dettes financières divers	103 014	103 014		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 207 208	1 207 208		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	926 317	926 317		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 365 635	1 365 635		
	Impôts sur les bénéfices	29 943	29 943		
	Taxes sur la valeur ajoutée	124 946	124 946		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	771 668	771 668		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	918 682	918 682		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	292 722	292 722		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	27 086 224	7 164 227	5 414 020	14 507 976
Emprunts souscrits en cours d'exercice		1 415 500			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		1 378 599			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

DETAIL DES DETTES D'EMPRUNTS

LIBELLES	INITIAL	01/01/2025	Tirage 2025	Rbt 2025	31/12/2025	moins 1 an	De 1 a 5 ans	Plus de 5 ans
Val d'allier	3 701 366	2 905 606		142 817	2 762 784	142 817	571 270	2 048 696
Auroux	2 348 000	1 604 061	0	112 055	1 492 006	115 948	505 518	870 540
EHPAD d'Aurd	750 000	560 611		49 564	511 047	49 997	204 395	256 655
Pradelles	3 155 457	2 146 680	100 000	135 229	2 111 451	139 810	556 952	1 414 688
St Alban	2 075 500	832 500	253 000	117 237	968 263	123 656	505 915	338 692
Montfaucon	2 734 000	2 120 000	84 000	120 292	2 083 708	122 138	477 571	1 484 000
DG	231 500	36 871	78 500	27 954	87 417	30 966	56 451	0
Boisset	5 600 000	4 551 990		183 262	4 368 728	183 456	636 699	3 548 573
Rosieres	6 100 000	4 891 958		372 350	4 519 608	367 608	1 248 000	2 904 000
Cuisine Centra	2 400 000	1 425 000	900 000	117 839	2 207 160	139 341	584 416	1 483 403
Foch	233 917	233 917			233 917	8 354	66 833	158 730
TOTAL	29 329 740	21 309 194	1 415 500	1 378 599	21 346 089	1 424 093	5 414 020	14 507 976

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		1 198 878
Autres créances		1 198 878
Subventions d'exploitation	87 908	
Subventions d'exploitation	91 047	
IJ CPAM	761	
ECOFI 2026	129 854	
PRODUIT A RECEVOIR	850	
PRODUITS A RECEVOIR LANGOGNE	74 331	
PRODUITS A RECEVOIR PRADELLES	78 319	
PRODUITS A RECEVOIR ST ALBAN	99 042	
PRODUITS A RECEVOIR MONTFAUCON	244 566	
PRODUITS A RECEVOIR D.G.	19 760	
PRODUITS A RECEVOIR VA	14 325	
PRODUITS A RECEVOIR ARDENNES	60 866	
BOISSET PRODUITS A RECEVOIR	131 550	
PRODUITS A RECEVOIR AUROUX	19 024	
PRODUIT A RECEVOIR EHPAD	25 546	
PROSUITS A RECEVOIR ROSIERES	113 514	
Produits à recevoir cuisine centrale	7 617	

Charges à payer

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Charges à payer		2 037 197
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		93 239
<i>Sur emprunts auprès des établissements de crédit</i>	4 760	
<i>INTERETS COURUS SUR EMPRUNT</i>	4 793	
<i>INTERET S/ EMPRUNTS</i>	8 985	
<i>INTERET COURUS SUR EMPRUNT</i>	130	
<i>INT COURUS VAL ALLIER</i>	13 643	
<i>INTERETS S/ EMPRUNTS</i>	26 893	
<i>INTERETS COURUS SUR EMPRUNT</i>	3 488	
<i>INTERETS COURUS SUR EMPRUNT</i>	359	
<i>Int.courus / emp.ets crédit</i>	16 365	
<i>Int.courus CUISINE LINGERIE</i>	13 823	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		208 793
<i>FOUNISSEURS FACT NON PARVENUE</i>	18 704	
<i>FACTURES NON PARVENUES</i>	17 582	
<i>FOUNISSEURS FACRUES NON PARVE</i>	44 780	
<i>FOUR. FACTURES A RECEVOIR</i>	5 556	
<i>FRS FACTURES A RECEVOIR</i>	600	
<i>FACT NON PARVENUES VAL ALLIER</i>	10 340	
<i>Fact.non parv. -Frss</i>	9 026	
<i>FACT NON PARVENUE</i>	9 400	
<i>FACT A RECEVOIR BOISSET</i>	20 200	
<i>FOUNISSEURS FACT NON PARVENUE</i>	20 808	
<i>Fact.non parv. -eHPAD</i>	10 209	
<i>Fact.non parv. -Frss - ROSIERES</i>	25 787	
<i>Fact.non parvenue</i>	15 800	
Dettes fiscales et sociales		1 466 501
<i>CONGES A PAYER LANGOGNE</i>	108 916	
<i>CONGES A PAYER PRADELLES</i>	65 508	
<i>CONGES A PAYER ST ALBAN</i>	121 480	
<i>CONGES A PAYER MONTFAUCON</i>	50 880	
<i>CONGES PAYES</i>	56 181	
<i>PROV CP</i>	48 346	
<i>CONGES PAYES ARDENNES</i>	12 925	
<i>CONGES PAYES BOISSET</i>	48 256	
<i>DETTES PROVS SUR C.P. AUROUX</i>	85 673	
<i>CONGES PAYES EHPAD</i>	29 740	
<i>C.P ROSIERES</i>	77 712	
<i>CONGES A PAYER</i>	8 560	
<i>PROV CP CUISINE LINGERIE</i>	28 485	
<i>PROVISION CP - LINGERIE</i>	13 062	
<i>SALAIRE A PAYER</i>	12 516	
<i>SALAIRE A PAYER MONTFAUCON</i>	4 137	
<i>PROV HRS A PAYER</i>	7 495	
<i>SALAIRES A PAYER</i>	1 719	
<i>INDEMNITE DE PRECARITE + HRS</i>	13 958	
<i>SALAIRES A PAYER EHPAD</i>	2 646	
<i>CP HEURES ROSIERES</i>	5 016	
<i>SALAIRES A PAYER - LINGERIE</i>	2 822	
<i>SALAIRES A PAYER CUISINE</i>	2 473	
<i>UNIFAF BOISSET</i>	15 655	
<i>CH. SOC. SUR CONGES LANGOGNE</i>	40 236	

Charges à payer

	Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	31/12/2025
CH. SOC. SUR CONGES PRADELLES	24 541	
CH. SOC. SUR CONGES ST ALBAN	40 486	
CH. SOC. SUR CONGES MONTFAUCON	19 564	
CH. SOC. S/ CONGES PAYES	26 349	
CGES FISC SUR CP	18 795	
CH.SOC / CP ARDENNES	4 939	
CHARGES SOCIALES SUR CP BOISSET	13 618	
CHARGES SOCIALES SUR C.P. AURO	32 724	
CHARGES FISC SUR CP EHPAD	3 867	
CHARGES SOCIALES SUR CP	2 105	
CH. SOC. A PAYER PRADELLES	4 624	
CH. SOC. A PAYER MONFAUCON	2 051	
CHGES FISC SUR HRS	3 056	
CH.SOC A PAYER ARDENNES	386	
CH. SOC. SUR PRECARITE	5 998	
CHARGES FISC SAL A PAYER EHPAD	498	
CGES SOC SUR CP CUISINE LINGERIE	10 692	
CGES SOC SUR CP LINGERIE	4 038	
CH SOC / PRECARITE LINGERIE	126	
FORMATION PRADELLES	20 932	
ARDENNES UNIFAF	3 704	
FORMATION CONTINU EHPAD	10 341	
FORMATION ROSIERES	20 311	
CHES FISC SUR CP ARS	10 097	
CH FISC PROV HEURES CUISINE	323	
CGES FISC SAL A PAYER	658	
CHARGES FISCALES SUR C.P.	14 841	
CH FISC S/CP PRADELLES	9 330	
CH FISC S/CP ST ALBAN	14 464	
CH FISC S/CP MONTFAUCON	6 332	
CH. FISC. S/ CONGES PAYES	6 748	
CGES SOC SUR CP	6 771	
CH FISC S/ CP ARDENNES	1 821	
CHARGES FISCALES SU RCP BOISSET	13 201	
CHARGES FISCALES SUR C.P.	11 697	
CGES SOC SUR CP EHPAD	11 496	
CHARGES FISCALES SUR CP	2 870	
CH FISC S/ SALAIRES A PAYER	1 712	
CH FISC CP ET SALAIRES A PAYER	828	
CHGES SOC SUR HRS	1 079	
CH.FISC S/SALAIRES A PAYER	129	
CGES SS SAL A PAYER EHPAD	903	
CGES FISCALES SUR CP 2024	5 651	
CH FISCALES S/PREC+HRS	2 142	
CH FISC / PROV PRECARITE LINGERIE	47	
CHARGES SOCIALES SUR CP	31 007	
CH FISC / PROV HEURES LINGERIE	203	
CHARGES SOCIALES SUR CP ARS	1 975	
FORMATION LANGOGNE	21 722	
FORMATION VAL ALLIER	14 006	
FORMATION AUROUX	24 670	
PEEC LANGOGNE	7 074	
PEEC VAL ALLIER ACTION LOGEMEN	4 915	
PEEC BOISSET	4 642	
PEEC AUROUX	7 441	
INDEMNITES JOURNALIERES	1 658	
IJ CCSS LANGOGNE	1 465	

Charges à payer

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
REMB IJ PERSONNEL	1 949	
Indemnités journalières nettes	2 014	
IJ CPAM VAL ALLIER	4 024	
IJ BOISSET	4 015	
IJ EHPAD	851	
IJ ROSIERES	2 068	
IJ CPAM AUROUX	2 291	
IJ CPAM	3 569	
FORMATION	15 605	
EFFORT CONSTRUCTION	3 511	
UNIFAF MONTFAUCON	15 998	
FORMATION CONTINUE D.G.	11 154	
PEEC ST ALBAN	8 593	
PEEC MONTFAUCON	4 852	
INVEST. CONSTRUCTION D.G.	3 372	
EFFORT CONSTRUCTION	576	
Autres dettes		268 664
Charges à payer	268 664	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		85 662	85 662
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			85 662

Variation des Fonds Propres

	Fds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1		Augmentation		Diminution ou consommation		Fds propres clôture 31/12/2025
	Montant	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06								
Fonds propres sans droit de reprise	417 924							417 924
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves statutaires ou contractuelles								
Réserves pour projet de l'entité	16 999 468	1 948 173				2 424 220		16 523 421
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôl.	16 478 544	1 920 173				2 396 220		16 002 497
Autres réserves								
Report à nouveau	1 435 728	(7 780 302)		7 708 755				1 364 182
Report à nouveau des act. sociales et médico-sociales sous gestion contrôl.	(2 891 166)	5 174 418				5 284 637		(3 001 385)
Excédent ou déficit de l'exercice	(657 711)	657 711		250 737				250 737
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôl.	(556 783)	556 783		216 759				216 759
Situation nette	15 304 243			7 959 492		7 708 857		15 554 879
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	4 208 947			90 956		223 620		4 076 282
Provisions réglementées	778 691			235 663				1 014 354
TOTAL	20 291 881			8 286 111		7 922 477		20 645 515

Note sur les fonds propres

Les mouvements enregistrés sur l'exercice 2025 conduisent à une **variation positive des fonds propres de 353 634 €**. Cette évolution contraste avec les exercices précédents, au cours desquels les fonds propres avaient connu une diminution significative.

Les principaux éléments expliquant cette évolution sont les suivants :

Une **dotations aux provisions réglementées pour plus-values nettes sur cessions d'immobilisations** a été comptabilisée pour un montant de **235 663 €**.

La reprise annuelle des subventions d'investissement s'élève à **223 620.18 €**. et une nouvelle subvention pour **90 956 €**

Cette reprise constitue un produit d'exploitation contribuant à améliorer le résultat, et donc indirectement à la progression des fonds propres. Cette augmentation marque une amélioration notable de la situation financière de l'association, d'autant plus importante que les exercices antérieurs avaient été marqués par une **forte contraction des fonds propres**.

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	4 841 349	90 956		4 932 305
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	4 841 349	90 956		4 932 305
Quotes-parts virées au compte de résultat	632 403	223 620		856 023

L'Association a reçu des subventions d'investissements destinés au financement d'un ou plusieurs biens dont le renouvellement n'incombe pas à l'organisme. Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables sont inscrites au compte 13 « subventions d'investissements affectés à des biens non renouvelables » et sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement de ce bien.

Au 31/12/2025 le montant des subventions s'élève à 4932305 €. Le montant des subventions d'investissement a augmenté de +90956 € par rapport à 2024 et concerne les résidences autonomie de St Alban et Langogne.

Les reprises de subventions au résultat au 31/12/2025 s'élèvent à 632403 €. La variation sur l'exercice de 223620. € se compose de la quote-part virée au compte de résultat.

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	778 691	235 663		1 014 354
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	778 691	235 663		1 014 354
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		15 000		15 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		85 858		85 858
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		100 858		100 858
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	12 989	18 428	12 989	18 428
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	12 989	18 428	12 989	18 428
	TOTAL GENERAL	791 681	354 949	12 989	1 133 640
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			81 793 273 156	12 989	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

NOTE SUR LES PROVISIONS

- .

Provisions réglementées – Détail et dotation 2025

Au 31 décembre, le montant total des **provisions réglementées** s'élève à **1 014 354 €**, réparti comme suit :

- **Provisions réglementées sur plus-values de cessions d'actifs : 424 189,49 €**
- **Provisions réglementées sur produits financiers : 590 164,84 €**

Dotation aux provisions – Exercice 2025

La dotation comptabilisée au titre de l'exercice 2025 s'élève à **235 663 €**, composée de :

- **13 875 €** au titre des **provisions sur plus-values de cession d'actifs**
- **221 788 €** au titre des **provisions sur plus-values financières**

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés 0				
Cf.état Fonds dédiés	353 037	36 457		316 580
TOTAL	353 037	36 457		316 580

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations Fonds dédiés issus d'un legs				
Total				
TOTAL				

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2025
Val d'Allier	HYPOTHEQUE	Crédit Foncier		1 290 601
Achat Pradelles	Privilège de prêteur de denier bat et Terrains	Crédit cooperatif		299 872
Travaux Pradelle	Caution conseil Départemental	Caisse des dépots auvergne		1 727 171
DG	Nantissement	credit cooperatif		36 871
Achats Auroux	Caution Caisse épargne Languedoc	Caisse d'Epargne		680 616
Achats St Alban	Caution SOCAMA	Caisse des dépots Languedoc		832 500
BOISSET	Caution CD 15 50 % + COM Chataigneria 50 %	Caisse des dépots auvergne		2 240 000
BOISSET	Nantissment	credit agricole		48 727
Montfaucon	Caution 50% COM COM Montfaucon	Caisse des dépots auvergne		1 007 000
Montfaucon	Caution 50 % Conseil Départemental Haute-loire	Caisse des dépots auvergne		1 007 000
Rosières	Caution conseil Départemental Haute-Loire	La Banque Postale		1 600 000
Val d'Allier	Caution SOGAMA cuisine centrale	La Banque postale		807 500
Val d'Allier	Caution SOGAMA extention	La Banque postale		712 500
AUROUX	Caution	caisse d'epargne		72 848
EHPAD	Nantissement	credit agricole		560 610
Rosieres	Garantie SOCAMA	la banque postale		2 464 000
		TOTAL		15 387 902

--

Répartition des effectifs par catégorie

		31/12/2025	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Ouvriers		
	Employés, techniciens, agents de maîtrise		307
	Cadres et ingénieurs		22
	Autres catégories		
	TOTAL		329

--

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

A – INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

L’engagement en matière d’indemnité de fin de carrière est calculé selon la méthode retenue pour cet engagement est la méthode Rétrospective Prorata Temporis.

Compte tenu des données de l’association et des hypothèses actuarielles retenues soit,

- Augmentation annuelle des salaires : 2,50% Constant
- Taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 3,38 % (inflation comprise).
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation retenu : 1 % constant
- Taux de charges sociales patronales : 60 % pour la catégorie Cadres et 45 % pour la catégorie Non Cadres
- Départ à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : TV 88/90.

	Engagements 31/12/2025	Nombre de salariés	Fonds Mutex	Fonds Dédiés
TOTAL	571 426,92	329,00	439 031,32	288 224,00

NOTE SUR LE RESULTAT

A – CONCOURS PUBLICS

Concours publics	Dotation 2024	Dotation 2025
Conseil départemental	22 222 217	19 625 699
ARS	3 228 437	3 258 741
Contributions + APL	1 077 257	4 069 025
Total	26 527 910	26 953 466

B – Publication des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous vous informons que les rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants sont de 232 496 €.

C – CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE

L'entité ne comptabilise pas les contributions volontaires en nature dont elle bénéficie, concernant principalement du bénévolat, car elle n'a pas mis en place de procédures visant à les recenser dans le but d'en permettre la valorisation. Ceci n'est pas essentiel à la compréhension de l'activité de l'association

D – RESULTAT 2025

Le résultat comptable de l'association est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des activités en propre,
- Des résultats sous contrôle du tiers financeur. Les établissements, y compris le siège, sont sous contrôle des Agences Régionales de Santé (ARS) ou des Conseils Départementaux (CD) qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R.314-52 du C.A.S.F.

En ce sens, trois niveaux de résultats apparaissent :

- Le résultat comptable : respecte les principes et règles comptables en vigueur. C'est ce résultat qui, une fois consolidé, est certifié par les Commissaires aux comptes et approuvé par l'Assemblée Générale.
- Le Résultat administratif : correspond au résultat comptable auquel on ajoute ou retranche les éléments notifiés par le financeur.
- Le résultat à affecter : reprend le résultat effectif auquel on retranche la dette des congés payés sur certains établissements financés par les Conseils Départementaux qui n'accepteront pas cette charge l'année de la provision, mais seulement l'année de la prise effective des congés. Ces « retraitements congés payés » sont sur chaque établissements sous contrôle.

Le résultat de l'association est issu de la compensation entre les excédents de certains établissements ou services avec les déficits de certains établissements ou services. Compte-tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent exister de fait (hors périmètre CPOM). La distinction du résultat entre les budgets sous contrôle de la tarification et les budgets en gestion des fonds propres se répartit comme suit :

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT COMPTABLE GLOBAL DE L'ENTITE	2025	2024
RESULTAT COMPTABLE	250 737	-657 711.19
Dont résultat effectif sous gestion propre	33 278	-100 928.52
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	216 759	-556782.67

Le bénéfice de l'association s'élève à 250 737 € et se décompose comme suit :

	2025	Exonérations ZRR	Résultat sans ZRR
<i>sous contrôle</i>			
Ardennes	-3 921,41	6 458,38	-10 379,79
Pradelles	4 390,22	74 829,55	-70 439,33
Montfaucon	-42 462,17	28 628,34	-71 090,51
Rosières	63 990,40	11 498,50	52 491,90
CPOM 43	21 997,04	121 414,77	-99 417,73
Auroux	76 420,50	100 558,35	-24 137,85
Langogne	78 876,55	91 035,39	-12 158,84
St Alban	41 915,42	97 835,60	-55 920,18
Val d'Allier	31 209,52	21 739,59	9 469,93
CPOM 48	228 421,99	311 168,93	-82 746,94
Siège	21 549,26	10 163,34	11 385,92
EHPAD Auroux	-14 339,10		-14 339,10
Boisset	-84 356,03		-84 356,03
residence autonomie de St Alban	43 962,95		43 962,95
Résidence Foch	-477,48		-477,48
<i>total sous contrôle</i>	216 758,63	442 747,04	-225 988,41
<i>gestion propre</i>			
Association	32 333,01		32 333,01
Villa Margeride	-1 568,70		-1 568,70
Cuisine-Lingerie	3 214,07	21 578,10	-18 364,03
<i>Total gestion propre</i>	33 978,38	21 578,10	12 400,28
TOTAL	250 737,01	464 325,14	-213 588,13